LES FRANÇAIS ET LEUR PASSÉ : LE POLITIQUE AVANT TOUT

Françoise Lantheaume, enseignante-chercheuse à l'université de Lyon, a soutenu une thèse de sociologie du curriculum sur l'enseignement de l'histoire de la colonisation et de la décolonisation en France des années 1930 à la fin du XXe siècle. Elle dirige le laboratoire Éducation, Cultures, Politiques à Lyon2 et enseigne à l'Institut des sciences et pratiques d'éducation et de formation (ISPEF). Ses travaux portent sur la construction du curriculum à travers l'étude de l'enseignement de questions controversées en histoire et sur le travail enseignant. Depuis 2011, elle dirige une recherche internationale sur les récits de l'histoire de leur pays par les élèves.

RÉSUMÉ

Les réponses des Français à l'enquête sur leurs relations avec le passé montrent un intérêt pour le passé moindre que dans d'autres pays avec des variations notables selon l'âge, le genre, les revenus, les statuts maritaux. Une analyse territorialisée et contextualisée éclaire ces résultats. L'histoire perçue comme complexe, conflictuelle et discontinue s'organise par un ensemble de repères politiques permettant de donner sens à l'évolution du monde. Ils constituent aussi des ressources réinterprétées pour saisir le présent. Le jugement critique sur la transmission du passé, l'acceptation d'une lecture plurielle de celui-ci et l'approche d'abord individuelle semblent désormais orienter la conscience historique.

L'enquête d'opinion réalisée à l'initiative de l'Association d'études canadiennes dans quatre pays (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France) donne une idée du rapport à leur passé[1] des différents peuples, non pas sous l'angle de leurs connaissances, mais à partir de l'importance que les enquêtés lui accordent et de l'usage qu'ils en font. L'enquête permet d'aborder la réception des informations, des savoirs à propos du passé. En France, elle a concerné 1001 personnes. Les résultats présentés dans cet article sont les plus saillants. Ils situent les Français à la fois de façon proche des autres pays et, pour certains points, dans un rapport singulier au passé.

EN FRANCE, UN LIEN MOINS FORT AVEC LE PASSÉ

Un étonnement surgit à la lecture des résultats de l'ensemble de l'enquête[2] : malgré une forte exposition à l'enseignement de l'histoire pendant toute leur scolarité, une mobilisation quasi quotidienne de références historiques dans les discours publics et des diffusions massives de livres d'histoire, de romans, de films à caractère historique, les Français ont tendance à accorder moins d'importance au lien avec leur passé que les autres pays. En France, 65 % des répondants (70 % ou plus pour les autres pays) estiment qu'il faut maintenir un lien fort ou très fort avec le passé en tant qu'il est source de « leçons » ou d'« inspiration » pour leur vie actuelle tandis que 34 % déclarent qu'ils ont un lien faible ou nul avec un passé dont il faudrait plutôt se détacher pour se tourner vers le futur.

De même, les Français font une évaluation moins bonne de leurs connaissances du passé que d'autres populations. Ceci peut être compris si on tient compte du fait qu'en France l'histoire, enseignée tout au long de la scolarité, est associée à l'histoire académique, ce qui donne un point de repère exigeant pour une autoévaluation de ses connaissances. Leur intérêt va d'abord à l'histoire nationale puis à l'histoire locale puis familiale. L'histoire religieuse ou de leur communauté ne recueille que peu d'intérêt, contrairement aux autres pays, bien que ce résultat doive être nuancé selon les groupes comme nous le verrons plus loin. Le contexte d'une République laïque dans laquelle l'appartenance qui compte est l'appartenance à la Nation et à la communauté des citoyens, avec un rapport distant à la religion qui relève de la sphère privée, est une des causes probables de ce résultat.

L'attente d'une même perception de l'histoire commune est minoritaire (44 % de la population enquêtée). Cela est le signe d'une tolérance aux variations individuelles de l'interprétation de l'histoire commune. Finalement, l'aspiration au partage d'un bien commun historique est plus faible qu'attendu. Ce qui est confirmé par le fait que 61 % des répondants affirment ne pas avoir de problème avec l'expression de points de vue critique sur l'histoire commune (avec le même pourcentage chez les plus jeunes de 18/24 ans que chez les plus de 55 ans, les plus hauts revenus étant les moins à l'aise avec la critique : 54 % l'acceptent contre 61 % chez

les plus bas revenus). Un certain relativisme semble ainsi se manifester dans les réponses avec l'idée que ce serait un peu « à chacun sa vision de l'histoire », ce qui éloigne de l'idée d'un Roman national qui unifierait les points de vue et va plutôt dans le sens d'une individualisation des normes (Lantheaume, 2010).

LA TRANSMISSION DU PASSÉ : ÂGE ET POSITIONS SOCIALES FONT DES DIFFÉRENCES

Un écart entre les générations est sensible pour certaines questions : les plus âgés accordent plus d'intérêt au passé, sont plus sensibles à l'histoire locale, font plus confiance aux témoins tandis que les plus jeunes, plus distants dans leur rapport au passé, font plus confiance aux institutions et manifestent plus de méfiance à l'égard des témoins. Cependant, ils partagent une certaine méfiance à l'égard des vecteurs et médiateurs officiels d'information sur le passé (méfiance qui n'est pas propre à la France) et près d'1/3 indiquent une confiance faible dans l'histoire enseignée et dans les professeurs, ce qui peut renvoyer à une crise de la transmission instituée tandis que la confiance dans la transmission familiale est forte et progresse avec l'âge. Plus les répondants sont âgés et riches, plus la confiance dans les livres d'histoire est élevée et 79 % des plus de 55 ans et 84 % des revenus les plus élevés ont une confiance plus forte dans les professeurs. Les personnes les plus âgées s'associent plus volontiers à la posture de témoins et/ou ont pu observer des versions différentes de l'histoire selon les époques, ce qui a pu nourrir une méfiance chez certains d'entre eux à l'égard des modalités de transmission du passé. Ceux qui accordent plus d'intérêt à l'histoire nationale sont aussi ceux qui font plus confiance à l'enseignement et aux professeurs.

Cependant, le rapport critique aux sources d'information existe à tout âge. Il est même plus fort chez les plus jeunes à l'égard d'internet : seulement 43 % affirment avoir confiance dans les sites internet tandis que les plus de 55 ans sont 47 % : la fréquentation plus intense et moins sélective d'internet par les plus jeunes leur donne l'occasion d'expérimenter le peu de fiabilité de certains sites, et la formation critique à l'égard d'internet y compris à l'école ou dans la famille, peuvent jouer un rôle dans ce décalage générationnel.

Au total, la transmission du passé n'est pas l'apanage de la seule institution qu'elle soit scolaire ou familiale, et une distance critique à son égard est affirmée par 1/3 des répondants environ. La variable des revenus apparaît déterminante : les plus bas revenus expriment le moins de confiance dans la transmission instituée, s'intéressent plus à l'histoire locale et familiale. Á la fois parce qu'ils sont moins exposés à l'histoire nationale (scolarité plus courte, moins d'accès au livre, au musée, à internet) mais aussi, on peut en faire l'hypothèse, du fait qu'ils sont rarement les personnages clés et valorisés de l'histoire transmise qui reste largement une histoire des dominants. Ces résultats témoignent d'une certaine défiance dans les transmetteurs d'histoire quels qu'ils soient, cela peut expliquer le recours à des modalités diverses d'information, peu hiérarchisées.

FEMMES ET HOMMES, DEUX RAPPORTS AU PASSÉ ?

Les femmes situent leur intérêt (81 % contre 77 % pour les hommes) et leurs connaissances plutôt du côté de l'histoire familiale que du côté de l'histoire nationale (79 % des hommes ont un intérêt fort pour celle-ci, 71 % des femmes), et parmi ceux qui disent avoir un fort sentiment de fierté à l'égard de « notre histoire », peu nombreux d'une façon générale, les femmes se situent dix points en dessous des hommes (13 % contre 24 %). En revanche, femmes et hommes partagent le même rapport en partie critique aux vecteurs de transmission du passé.

Un vécu différent de l'histoire semble s'exprimer dans ces résultats. Si l'histoire est plus souvent celle des dominants, les femmes se situeraient plutôt du côté des dominées et l'héroïsme guerrier, volontiers retenu comme positif par les hommes, peut être associé par elles à des souffrances subies par les populations civiles, les familles, les femmes et les enfants, d'où leur sentiment de fierté plus modéré et des intérêts et connaissances plus tournés vers l'histoire familiale ou locale. Elles endossent aussi peut-être plus volontiers un rôle dans la transmission de la mémoire familiale dont elles portent la version autorisée ce qui peut expliquer qu'elles admettent moins aisément les visions différentes de l'histoire commune que les hommes.

HAUTS REVENUS ET RICHESSE… DU PASSÉ

La variable des revenus souligne que le rapport au passé n'est pas le même selon la position sociale. Outre le rapport différent à la transmission selon les revenus comme déjà indiqué, les plus hauts revenus estiment plus important que les bas revenus le lien avec l'histoire et se disent plus fiers du passé que les seconds. S'ils ont un intérêt « fort » ou « très fort » pour l'histoire nationale (84 %), ils disent bien connaître l'histoire familiale, ce qui montre un enracinement patrimonial et le souci de sa transmission (soit d'en hériter, soit d'en être le passeur). Les plus bas revenus, au contraire, accordent plus d'intérêt que la moyenne à l'histoire locale et familiale tandis que leur intérêt pour l'histoire nationale se situe 20 points en dessous du score des plus hauts revenus (64 %). Les deux cependant estiment majoritairement non problématique les critiques à l'égard de l'histoire commune, ce qui pourrait être analysé comme un trait culturel : une approche critique partagée.

UN RAPPORT TERRITORIALISÉ AU PASSÉ

Á la variable du revenu peut être associée la variable territoriale. Ainsi, par exemple, la région parisienne a un profil contrasté puisque c'est la région la plus riche mais aussi celle qui accueille le plus de migrants pauvres et de populations venant des différentes régions françaises par un phénomène d'attraction ancien lié à l'emploi et à la centralisation. La mobilité et le « déracinement » se manifestent par un intérêt plus faible que dans d'autres régions pour l'histoire locale. Par ailleurs, si l'intérêt pour la religion et le groupe communautaire ainsi que la connaissance que les répondants déclarent en avoir reste faible (67 % déclarent avoir une « faible connaissance »), les enquêtés de la région parisienne ont plus que d'autres conscience de la variété des rapports au passé : 83 % des répondants s'attendent à ce que minorités et majorité aient une perception différente de « notre histoire ». On peut remarquer le même phénomène dans les régions d'immigration et celles où les dernières vagues d'immigration sont arrivée : ainsi le Sud et le Centre-Est s'opposent à l'Ouest et au Nord deux régions où l'immigration est soit plus faible soit plus ancienne. Le multiculturalisme plus fort dans certaines régions se traduit par un rapport au passé différent : l'inscription dans l'histoire nationale ou locale ne va pas de soi et le passé du groupe d'appartenance a plus d'importance.

La région du Nord qui a particulièrement souffert des deux guerres mondiales et a connu un fort déclin industriel, est aussi celle où se trouvent les revenus les plus faibles : dans ce contexte, le rapport au passé est plus distant (déclaration de moins d'intérêt, de connaissances, de fierté à l'égard du passé) avec une plus faible confiance dans les vecteurs traditionnels de transmission dans tous les âges. De plus, dans cette région, une attente plus forte est exprimée à l'égard d'une histoire commune partagée faisant lien. Un relatif repli peut être ainsi observé sur une histoire commune souhaitée consensuelle, du fait d'une inquiétude à l'égard de la concurrence des récits du passé.

Dans un pays où le niveau national a toujours été valorisé, un rapport territorialisé au passé est mis au jour par l'enquête, actualisation des « petites patries » (Chanet, 1996) comme lieu d'ancrage de la transmission du passé.

CARACTÉRISTIQUES FAMILIALES ET RAPPORT AU PASSÉ

Le statut marital est une variable intéressante dans la mesure où les résultats de l'enquête montrent que les répondants entrant dans la catégorie des « séparés » ou « divorcés » ont plus de distance à l'égard du passé en général (en termes d'intérêt et de connaissances), de l'histoire locale en particulier. La tentation de « tourner la page » d'une histoire personnelle parfois difficile peut en être à l'origine sans oublier qu'une rupture sentimentale s'accompagne volontiers de mobilité géographique tendant à distendre l'inscription dans le passé local. Ils sont également moins soucieux de l'histoire familiale que les « mariés ou vivant en couple ». Tournés vers l'avenir, le passé semble plus un poids qu'une ressource.

On peut également noter que les parents de deux enfants marquent plus d'intérêt pour l'histoire locale et communautaire que ceux qui ont moins ou pas d'enfants, ce qui signale un ancrage dans la vie locale sans doute favorisée par les enfants à travers l'école et les activités de loisirs qui entraînent les parents à s'intéresser à la vie locale. Cependant, cette caractéristique disparaît pour le groupe de ceux qui ont trois enfants. Est-ce qu'alors, les préoccupations familiales, quotidiennes, laissent trop peu de disponibilité pour s'intéresser au même degré à l'histoire locale ?

LES RELIGIONS ET LE PASSÉ COMMUNAUTAIRE : L'AFFAIRE DES PLUS RICHES ET DES PLUS PAUVRES

Le critère de revenu montre que ceux qui s'intéressent à la religion et à leur communauté se trouvent aux deux bouts de la hiérarchie sociale : les plus hauts revenus, fréquemment catholiques pratiquants en France, et les plus bas revenus, plus nombreux dans les régions où l'immigration est la plus forte. Par ailleurs, le groupe le plus marqué par cet intérêt est celui des jeunes de 25-34 ans, ce qui peut indiquer une phase de recherche identitaire se traduisant par un intérêt pour la religion et la communauté et un plus fort taux de connaissance à leur égard. Dans cette tranche d'âge la coupure avec la famille, l'entrée dans la vie active et dans la vie adulte avec une position nouvelle de parent incitent aux interrogations identitaires et sur la transmission souhaitée en direction des enfants.

UN PASSÉ TOURMENTÉ, COMPLEXE ORIENTÉ VERS L'ACCOMPLISSEMENT DE PRINCIPES POLITIQUES

Les questions ouvertes du questionnaire donnent une entrée riche dans le domaine des représentations du passé et de son usage. Les points brièvement évoqués ici demanderaient de plus amples développements et des compléments.

Une vision conflictualiste et discontinue de l'histoire

L'évocation du passé par les Français qui ont répondu à l'enquête renvoie à une lecture politique et, secondairement, militaire de l'histoire. Le passé est vu comme une guerre pour le pouvoir entre des forces de différentes natures (politiques, économiques, sociales). C'est une vision conflictualiste de l'histoire qui domine.

Á cette conception s'ajoute une appréhension du passé comme profus voire chaotique, marqué par les crises et la discontinuité qu'introduisent certaines ruptures comme la Révolution française. Mais, cette discontinuité est compensée par la permanence des principes

Des principes politiques orientent l'histoire et la grille de lecture

Contrairement aux récits d'autres pays, les expressions libres montrent qu'il n'y a pas chez les Français l'idée d'un événement fondateur de leur histoire qui ferait consensus, même si la Révolution française et citée à plusieurs reprises. Ce qui est fondateur du passé commun est formulé à travers des principes politiques : la liberté, la démocratie pour l'essentiel. Les personnages cités sont peu nombreux et ceux qui le sont incarnent le principe de résistance et la grandeur nationale (De Gaulle, Napoléon). Les dates sont rares en dehors des deux guerres mondiales. Le sens de l'histoire est construit autour de l'accomplissement des principes politiques traversant et donnant sens à la profusion des événements et des crises. Ainsi, l'histoire de France est décrite comme « un combat permanent pour la liberté ». L'état de la démocratie, de la liberté et de l'égalité représente le fil interprétatif du passé au-delà de la « complexité » de l'histoire, souvent rappelée.

L'actualité est perçue à travers la même grille de lecture comme l'illustre cette réponse : « l'abolition des privilèges n'est pas appliquée ». L'histoire est conçue comme un héritage, comme « ce qui explique le présent » mais aussi comme un réservoir de ressources interprétatives du réel par un jeu d'analogies (« on revient à la monarchie »). Entre résistancialisme et sentiment de déclin de leur pays à travers l'histoire, les Français hésitent entre deux images : la France comme « phare » et comme « pion de la mondialisation ».

CONCLUSION

L'enquête sur les Français et leur passé permet d'identifier l'inscription de la France dans une tendance générale concernant le rapport au passé qui diffère selon l'âge et les revenus, un rapport plutôt critique à l'égard des vecteurs de transmission et une relation avant tout individuelle au passé bien que marquée par un tropisme à la fois national et local qui peut être observé à travers une certaine territorialisation du rapport au passé.

Longtemps conçu comme un élément de l'unification nationale, les Français semblent désormais dans un rapport plus distancié et individualiste à l'égard de leur histoire, avec un intérêt moindre pour leur passé : la dimension critique est majoritairement acceptée, les attentes à l'égard d'une histoire partagée sont modérées et des perceptions différentes de l'histoire commune selon qu'on appartient à la majorité ou à la minorité font partie des réalités acceptées. En revanche, des clivages apparaissent selon les positions sociales et la localisation des répondants ainsi que selon le genre. Les réponses ouvertes montrent, malgré ces différences, une conception commune à propos de l'histoire de France dont la perception de la complexité est sans doute accrue du fait que l'enseignement a la possibilité de traiter cette complexité et que les débats publics à connotation historique sont l'occasion de la mettre en valeur. Cette conception commune repose sur le fait que le socle historique commun est référé à des principes politiques, parfois incarnés par quelques personnages historiques, dont l'accomplissement conflictuel donne le sens de l'histoire et une grille de lecture pour le présent.

Un rapport au passé pluriel émerge de l'enquête. Le récit de l'histoire ne peut plus être simplement caractérisé comme au service de l'unité nationale ou de l'inclusion selon une polarité binaire, mais se situe toujours dans une dimension universelle des principes qui sont autant d'étalons pour juger l'histoire. Finalement, cette enquête montre un rapport des Français au passé plus libre et divers qu'attendu. Ils convergent cependant à propos de certaines conceptions du passé qui sont des ressources pour l'action et pour la construction des identités.

NOTES

[1] L'ambivalence entre « passé » et « histoire », les biais qu'elle peut entraîner ne sera pas abordée dans ce texte.

[1] Réalisée en 2011 par Léger Marketing pour l'Association des études canadiennes.

RÉFÉRENCES

Chanet, Jean-François, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996.

Lantheaume, Françoise, « "Roman national" et diversité culturelle. Exemple de l'enseignement de l'histoire en France », *In* M. Mac Andrew, Milot M., Triki-Yamani A. (dir.), *L'école et la diversité. Perspectives comparées*, Laval, Presses universitaires de Laval, 2010: 121-132.